

CaP Finistère

François Hollande
20 mars à 18h30
à Rennes

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 947
VENDREDI 9 MARS 2012

Dispensé de timbrage BREST CTC

La santé pour tous

Gérard Bapt, député de Haute-Garonne, président du groupe d'étude santé environnementale à l'Assemblée nationale, a passé deux jours dans le sud Finistère, à l'invitation de la Fédération du Parti Socialiste.

les soins, elle ferait des économies », a dénoncé Gérard Bapt.

Il faut au contraire « passer d'un système de soins à un système de santé ». Comment ?

D'abord, en investissant fortement dans la prévention, à tous les niveaux : bien sûr à l'école, pour informer les élèves sur l'alimentation, notamment. Mais aussi, en renforçant la médecine du travail qui peut repérer les pathologies liées à l'usage de nouvelles substances souvent dangereuses.

Mais, il convient également de réorganiser le système de soins, en replaçant le généraliste au centre. C'est lui qui peut orienter les patients vers des hôpitaux de proximité, si nécessaire, où vers des établissements plus spécialisés si le besoin s'en fait sentir. Encore faut-il qu'il reste des hôpitaux de proximité et que l'hôpital public en général ne soit pas soumis aux règles de la rentabilité, avec comme concurrent des cliniques qui n'ont pas le même cahier des charges à respecter.

« Il nous a semblé important d'avoir son point de vue de spécialiste sur la place de la santé dans le projet de François Hollande et, en particulier, sur la question des hôpitaux de proximité, si importante dans des villes comme Douarnenez, Pont-l'Abbé ou Concarneau », a expliqué la secrétaire fédérale au projet, Isabelle Melscoët, le 2 mars au Patronage Laïque de Pont-l'Abbé, à la centaine de personnes venues assister à la réunion publique.

Le système de santé français reste un des meilleurs du monde. Mais, il devient de plus en plus inégalitaire. 4,5 millions de personnes renoncent à se soigner pour des raisons financières. L'espérance de vie des cadres est de sept ans plus élevée que celle des ouvriers. Si on prend en compte l'espérance de vie de bonne qualité, l'écart est de dix ans. De remboursements en franchises, la droite est parvenue à réduire le sens de la solidarité. Aujourd'hui, en moyenne, la sécurité sociale ne prend en charge que 52 % de la médecine de ville. Sans parler des dépassements d'honoraires scandaleux pratiqués par certains médecins qui peuvent demander dix fois plus que la prise en charge de la sécurité sociale.

« La droite s'est totalement trompée en pensant qu'en réduisant le nombre de médecins et en remboursant moins



Gérard Bapt en réunion publique à Pont-l'Abbé

Pour Gérard Bapt, il faut revenir à l'essentiel : soigner tout le monde en fonction de ses besoins, faire participer chacun en fonction de ses moyens et ne pas transformer les hôpitaux en entreprises. 🍷

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 8/03/2012



Dossier de la semaine

Écouter et proposer



Vie de la Fédération

Changer de destin



Interview

Allemagne : un modèle à suivre ?

Avec David Chopin

Politesse et politique

Il est normal, en période électorale, qu'un président, candidat à sa succession, fasse bien la distinction entre ce qui relève de sa fonction et de sa campagne. C'est sain et d'ailleurs le Parti Socialiste sera attentif à ce que cette règle soit respectée.

Cependant, s'il ne faut pas mélanger la campagne et l'État, il faut tout de même que le discours du candidat soit en accord avec les actes du Président.

A Bordeaux, Nicolas Sarkozy a tenu des propos assez surprenants en indiquant que, pour lui, « dans la République, la politesse est une valeur ». Est-ce donc le même homme qui voulait se battre sur les quais du Guilvinec et qui disait « Casses-toi, pauv'con » dans les allées du salon de l'agriculture ? Comment, dans ces conditions, apporter la moindre crédibilité à ses propos ?

PS29

Une campagne digne



Laurent Fabius a pu constater, auprès des salariés et des représentants syndicaux, que les propositions de François Hollande sont bien accueillies.

« De leur côté, les militants socialistes veulent une critique argumentée du bilan et des promesses de Nicolas Sarkozy, mais ils demandent surtout des propositions sur l'emploi, le pouvoir d'achat ou l'éducation », a insisté Laurent Fabius.

Le 1^{er} mars, la proposition de François Hollande de taxer à 75% les revenus au-dessus d'un million d'euros était au cœur de l'actualité. Tout au long de la journée, Laurent Fabius a interrogé ses interlocuteurs : « Ça vous choque, vous, de faire participer les plus riches à l'effort national ? » Pour tous les salariés, cette mesure paraît aller de soi. Et personne ne voit dans cette taxation exceptionnelle une mesure confiscatoire.

Il faut tout de même replacer cette proposition dans son contexte : une récente étude a révélé que les dirigeants du CAC 40 s'étaient octroyé, en moyenne, des augmentations de 30%, alors que les salariés sont soumis à une stagnation de leur pouvoir d'achat.

Il paraît donc normal, non pas de taxer à 75% les hauts revenus, mais uniquement la part au-dessus du million. « Ce qui laisse tout de même un peu d'argent de poche », a ironisé Laurent Fabius, pour qui « à période exceptionnelle, solidarité exceptionnelle ».

Les salariés qui travaillent dans le domaine des télécommunications attendent des réponses aux difficultés qu'ils rencontrent. Par exemple, comment évoluera le crédit impôt recherche lorsque la gauche arrivera au pouvoir ? Pour Laurent Fabius, il s'agit d'un mécanisme qu'il faut conserver mais qui doit être étendu aux PME et surtout qui doit être mieux contrôlé de manière à éviter que des banques profitent de ce crédit impôt recherche pour financer de l'ingénierie financière, qui consiste à améliorer encore la spéculation.

Une campagne digne, c'est à la fois ne pas agresser ses concurrents et apporter des réponses aux questions que se posent les électeurs. C'est exactement celle que mènent les socialistes.

Écouter et proposer

« Je suis venu ici pour écouter et pour proposer », a indiqué Laurent Fabius, le 1^{er} mars, en arrivant dans le Finistère. Cette journée était placée sous le signe de l'emploi, des conditions de travail et du pouvoir d'achat.



A l'écoute des salariés de l'agroalimentaire

De Guipavas à Saint-Thégonnec, où il a animé une réunion publique devant plus de 400 personnes, en passant par Landerneau et Landivisiau, l'ancien premier ministre a rencontré des salariés d'Alcatel et de l'agroalimentaire, et a visité l'entreprise Celtys, leader sur le marché des ciments, en Bretagne.

Accompagné de Marylise Lebranchu et de Chantal Guittet, candidates aux Législatives dans les 4^e et 5^e circonscriptions et de Marc Coatanéa, premier secrétaire fédéral, Laurent Fabius a pu constater que le projet de François Hollande est en phase avec les préoccupations des Français.

Les représentants syndicaux d'Alcatel ont attiré son attention sur la politique salariale de l'entreprise qui prévoit, pour 2012, alors que la situation économique de l'entreprise s'améliore, un gel des salaires. D'ailleurs, Laurent Fabius s'est engagé à ce que des représentants du PS soient présents, le 12 mars, à l'occasion de la manifestation pour les salaires qu'organisent les salariés.

Les représentants syndicaux de l'agroalimentaire ont particulièrement insisté sur les conditions de travail. Dans ce secteur, des salariés touchés par des maladies du travail, dues aux tâches répétitives, sont licenciés pour inaptitude.

Laurent Fabius a expliqué les propositions du projet de François Hollande. Sur le pouvoir d'achat, qui est une priorité du candidat, il a rappelé que le projet ne contient pas d'engagement chiffré pour l'augmentation

du SMIC. Cela fera l'objet d'une discussion avec les organisations syndicales. Par ailleurs, un SMIC européen pourrait permettre de faire face à la concurrence salariale d'autres pays de l'Union. « Nous avons passé un accord avec nos amis du SPD qui ont repris cette proposition dans leur programme », a indiqué Laurent Fabius. L'objectif est, dans un premier temps, que chaque pays se dote d'un salaire minimum. Ensuite, il sera possible de les faire converger.

Mais le pouvoir d'achat ne dépend pas que du salaire. Avec l'augmentation de 25% de la prime de rentrée scolaire, le blocage des prix de l'essence, le gel des loyers, les frais bancaires ou les tarifs d'eau, d'électricité ou de gaz dégressifs, les Français verront leur pouvoir d'achat progresser.

Le code du travail a été systématiquement attaqué, depuis cinq ans. Il en résulte un stress accru pour les salariés, en particulier, pour ceux qui travaillent dans de petites entreprises sans représentant du personnel.



Plus de 400 personnes à Saint-Thégonnec

Les revendications des organisations syndicales ne passent pas dans des lois. Il convient, pour Laurent Fabius, d'inverser cette tendance, notamment en soumettant tous les textes législatifs ayant une portée économique et sociale aux partenaires sociaux.

Après les élections législatives, le gouvernement engagerait une série de négociations, notamment sur les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader. Dans son projet, François Hollande subordonne les aides publiques ou les réductions d'impôt à des embauches ou au respect des conditions de travail.

A Saint-Thégonnec, devant une salle comble, Laurent Fabius a démontré que François Hollande serait prêt à redresser la France, dès son élection. 🇫🇷

Changer de destin

Quelques jours, à peine, après sa publication à 50 000 exemplaires, l'éditeur de « *Changer de destin* », le livre de François Hollande, annonçait déjà une réimpression.



Indispensable pour comprendre le projet de François Hollande

Il ne s'agit pas d'une présentation du programme présidentiel du candidat socialiste mais d'une autobiographie dans laquelle, François Hollande se dévoile. **« Pour que les Français me fassent confiance, ils doivent davantage me connaître. Ainsi, je veux leur parler franchement de mon parcours, de notre avenir et, surtout, de mon projet pour la France »**, précise notre candidat en quatrième de couverture.

Tout au long de ces 168 pages, François Hollande se raconte, un peu, mais surtout explique où il veut conduire la France et comment il entend présider.

Avec un maître-mot qui revient régulièrement : la justice.

« Ce simple mot guidera mon action. Si l'on est juste, on peut être ferme, on peut exiger l'effort, refuser la fatalité, demander des sacrifices s'ils sont nécessaires. »

Le candidat socialiste met en avant trois valeurs qui structurent son

engagement et qui marqueront sa présidence : la vérité **« sans laquelle il n'y a pas d'authentique démocratie »**. Le mérite, qui suppose une égalité réelle entre tous les citoyens. Et enfin, la solidarité vis-à-vis de tous, car la République ne peut pas abandonner un seul de ses citoyens.

« *Changer de destin* » est un ouvrage indispensable, à côté des 60 propositions, pour comprendre qui est François Hollande, quelles sont les valeurs qui l'animent et comment il va présider la France, dans les cinq années qui viennent.

« ***Changer de destin*** », de François Hollande (Robert Laffont) 9 euros. 📖

Interview

Allemagne : un modèle à suivre ?

Avec David Chopin

« Le "modèle allemand" s'est imposé dans la campagne présidentielle. Mais, s'ils l'invoquent tous les deux, François Hollande et Nicolas Sarkozy ne mettent pas le même contenu derrière cette expression », nous explique David Chopin, membre de l'institut ERASME, chargé de l'Europe à la Fondation Jean-Jaurès dans une note intitulée : « Deux conceptions du modèle économique allemand ».

Jospin. Mais, gauche et droite ont tourné le dos au modèle anglo-saxon et se sont tournées vers notre principal partenaire économique qu'est l'Allemagne.

Cap Finistère : Mais faut-il faire de l'Allemagne un modèle ?

David Chopin : En effet, le modèle allemand n'est pas exempt de critiques. Il n'est pas durable. Compte tenu de sa natalité, on ne sait pas dans quelle situation sera l'Allemagne dans 20 ou 30 ans. En outre, sa croissance se fait en grande partie sur le dos des autres pays européens et la précarité progresse énormément, notamment du fait des « mini jobs ».

Cap Finistère : François Hollande et Nicolas Sarkozy parlent-ils du même modèle ?

David Chopin : Non. Nicolas Sarkozy ne garde que les mesures contre le chômage des accords Hartz, pris dans les conditions très particulières de la grande coalition CDU SPD. Mais il s'agissait plus de culpabilisation des

demandeurs d'emplois que de lutte contre le chômage. On retrouve tout à fait cette influence lorsqu'il propose un référendum sur l'emploi ou des contreparties pour le RSA.

En revanche, François Hollande met plus l'accent sur les fondamentaux du capitalisme rhénan où les banques soutiennent vraiment les PME. Mais aussi sur l'importance de la démocratie sociale outre-Rhin. En effet, le candidat socialiste a déjà annoncé qu'il engagera plusieurs négociations avec les partenaires sociaux sur des sujets comme les retraites, l'emploi des jeunes ou l'égalité hommes-femmes. Il ne faut pas s'y tromper : pour la gauche française il s'agit d'une grande évolution. Mais cela correspond à la fois aux convictions profondes de François Hollande, influencé par la 2^e gauche et homme de synthèses, mais aussi à la nécessité de faire partager les réformes par l'ensemble des partenaires sociaux, contrairement à la pratique sarkozienne. 📖



Cap Finistère : Comment expliquez-vous que « le modèle allemand » soit si présent dans la campagne présidentielle ?

David Chopin : Il faut se souvenir qu'à la fin des années 90 et au début des années 2000, c'était le modèle anglais, blairiste, qui était mis en avant. On se souvient des grandes discussions idéologiques entre Tony Blair, Gerhard Schröder et Lionel

Agenda

9 mars

A partir de 18h00 : « La place des femmes dans le programme de François Hollande », avec Danielle Bousquet, salle François Mitterrand à Pont-de-Buis.

16 mars

20h30 : Réunion publique avec Bruno Le Roux, à la médiathèque du Pont musée à Douarnenez.

20 mars

18h30 : Grand rassemblement avec François Hollande, à Rennes.

21 mars

20h30 : Réunion publique de Benoît Hamon au centre socioculturel, à Saint-Renan.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 947 - Vendredi 9 mars 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Lucidité ?

Il avait annoncé qu'il voterait pour Éva Joly au premier tour de la Présidentielle, mais, certainement sur la seule base des programmes des uns et des autres, Christian Troadec a finalement décidé d'appeler à voter François Hollande, le 22 avril.

Comme des milliers d'autres élus locaux, après le discours de Dijon, le maire de Carhaix appelle à voter pour le candidat de la décentralisation.

En toute logique, Christian Troadec devrait prochainement appeler à voter, aux Législatives, dans la 6^e circonscription du Finistère, pour Richard Ferrand, seul candidat soutenu par François Hollande. Reste, maintenant, à savoir si cet appel interviendra avant ou après le 22 avril.

Salle Daniel Abiven

Pierre Maille et François Cuillandre ont inauguré le 5 mars, à la mairie de quartier de Lambézellec, à Brest, une salle qui portera désormais le nom de Daniel Abiven, qui fut conseiller général de 1985 à 2011 et maire adjoint de Lambézellec de 1989 à 2001.

Meeting de Rennes

Contrairement à ce qui a été annoncé, les cars au départ du Finistère pour le meeting de François Hollande à Rennes, le 20 mars, partiront à 13h00.

Informations et inscriptions au 02 98 80 25 75 et sur www.ps29.org

Dix mesures pour l'ESS

Le 2 mars, devant le CEGES (Conseil des Entreprises Employeurs et Groupements de l'Économie Sociale), François Hollande a annoncé dix mesures pour l'économie sociale et solidaire. (10,2% de l'emploi en France).

Faire voter une loi de programmation pour accompagner de manière durable le développement de l'ESS, en réelle concertation avec les acteurs du secteur.

Réserver une part de l'accès aux marchés publics locaux aux entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire.

Rétablir une partie des financements associatifs supprimés sans concertation et établir avec les associations une véritable contractualisation.

Réserver à l'ESS une partie des fonds de la future Banque Publique d'Investissement à hauteur de 500 millions d'euros.

Aider au développement de l'entrepreneuriat social.

Faciliter la transmission ou la reprise d'entreprises par les

salariés, en instituant un droit de préférence de rachat, à égalité d'offre, au bénéfice des salariés.

Réhabiliter les contrats aidés et accompagner le développement de l'insertion par l'activité économique en révisant les conditions de financement des postes d'insertion.

Élargir le financement de l'innovation à l'innovation sociale.

Ouvrir l'économie sociale et solidaire aux jeunes, notamment par la voie des emplois d'avenir, par le soutien aux Coopératives d'Activité et d'Emploi et par une

politique partenariale de formation avec les associations d'éducation populaire.

Et, enfin, assurer la représentation des employeurs de l'économie sociale dans le dialogue social.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de René Lecorre, adhérent de la section de Plobannalec-Lesconil. Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires

SELARL XAVIER MOAL

ET ASSOCIÉS

Avocats
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

PHARMACIE ROSAIS

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social : PLOUESCAT (29430)
13, rue du Général Leclerc
520 430 570 RCS BREST

CESSION D'ÉLÉMENTS D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE

Par acte sous seing privé en date de PLOUESCAT du 10 février 2012, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de MORLAIX, le 22 février 2012, bordereau n°2012/202 case n°22, la société SELAS DU PIL GLAZ, société d'exercice libéral par actions simplifiée au capital de 10 000 euros dont le siège social est à PLOUESCAT (29430) 2, rue du Général Leclerc, RCS BREST 520 662 321 a vendu à la société PHARMACIE ROSAIS ci-dessus désignée, des éléments de fonds de commerce de l'officine de pharmacie sis et exploité à PLOUESCAT (29430) 2, rue du Général Leclerc pour lequel la société SELAS DU PIL GLAZ est immatriculée au RCS de MORLAIX sous le numéro 520 662 321, moyennant le prix de 1 310 000 euros, s'appliquant aux éléments incorporels pour 1 295 230 euros et aux éléments corporels pour 14 770 euros.

L'entrée en jouissance a été fixée au 1^{er} avril 2012.

AVIS

L'insertion qui précède tient lieu d'avis prescrit par les articles L.141-21 et L.141-22 du code de commerce. Les oppositions seront reçues au Cabinet de Maître Xavier MOAL, Avocat à BREST (29200) 3, rue Kéravel, dans les dix jours de la dernière en date de la présente insertion ou de publication au BODACC.

Pour avis.

SOCIÉTÉ THIERRY.H

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 1 500 euros
Siège social : 7, rue Kergorju
29200 BREST
RCS BREST 478 104 052

Aux termes d'une délibération en date du 5 mars 2012, l'Assemblée Générale a décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société par application des dispositions de l'article L.223-42 du code de commerce.

Pour avis, La Gérance.

Commune de LOPERHET (Finistère) ZAC PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE

Le public est informé que la commune de LOPERHET, par délibération du 8 décembre 2011 a mis à l'étude un projet d'aménagement d'une ZAC multisites et a délimité les terrains concernés.

Cette délibération et l'arrêté municipal de mise à jour du PLU sont consultables en mairie du vendredi 9 mars au samedi 14 avril 2012, aux heures normales d'ouverture du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et le samedi matin de 9h00 à 12h00.

SELARL JEAN-MARC BERROU ET PIERRE LE REST

Avocats
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

LE GOT INDUSTRIE

Société par Actions Simplifiée
au capital de 300 000 euros
Siège social : Zone artisanale de Kernévez
29860 LE DRENNEC
RCS BREST 492 233 374

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire en date du 24 février 2012, les associés ont pris acte de la démission de la société ELFI de ses fonctions de Présidente et ont nommé en qualité de Président pour la remplacer, pour une durée illimitée à compter du même jour, Monsieur Joseph LE GOT demeurant à GUICLAN (29410) Roch Toul.
Pour avis.

FIMA

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 4 300 euros
porté à 5 500 euros
Siège social : 9, rue des Onze Martyrs
29200 BREST
503 085 706 RCS BREST

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2012, que le capital social a été augmenté de 1 200 euros par voie d'apport en numéraire.

En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

Ancienne mention :

Le capital social est fixé à quatre mille trois cent euros (4 300 euros).

Nouvelle mention :

Le capital social est fixé à cinq mille cinq cent euros (5 500 euros).

La Gérance.

En cas de déménagement
pour continuer à recevoir
le Cap Finistère, merci de
nous préciser votre nouvelle
adresse.